

# L'humanité reste bloquée à l'âge du charbon

Mercredi 12 octobre 2016

[Laura Drompt](#)



Loin d'être abandonné au profit d'énergies plus propres, le charbon reste très demandé.  
DR

Jean-Baptiste Fresso, invité jeudi prochain à l'Université de Genève, dresse une histoire politique des énergies. Ses observations rappellent l'ancrage des énergies fossiles dans une histoire militaire et néolibérale

En ces temps d'inquiétude généralisée face au réchauffement climatique, l'idée de transition énergétique a fait son chemin. Limiter notre production de CO<sub>2</sub>: tel est le credo affiché par la plupart des gouvernements à l'issue de la COP21 en décembre 2015.

L'humanité saura-t-elle se donner les moyens de cette transition? S'il préfère laisser sa boule de cristal au placard, l'historien Jean-Baptiste Fresso apporte son éclairage sur deux siècles de politique énergétique globale au service du capital ou du lobby militaire. Co-auteur d'un livre sur l'anthropocène, nouvelle époque géologique dans laquelle nous vivons, où l'être humain – par sa consommation d'énergie – est devenu une force d'ampleur tellurique, il donnera une conférence jeudi prochain à Genève [1](#).

## **Une transition inexistante**

Son premier constat: jamais l'humanité n'a connu de réelle «transition énergétique». Bois, charbon, éolien, pétrole, solaire, nucléaire, hydraulique: ces sources n'ont fait que s'additionner les unes aux autres. L'avènement du pétrole n'a nullement affaibli le charbon, dont la consommation croît encore.

Seules des forces sociales ou géopolitiques puissantes permettraient d'écarter les énergies les plus polluantes selon l'historien. Car les diverses crises pétrolières ont démontré que les hausses de prix ou la raréfaction des ressources ne suffiront pas à changer de modèle: «Pour rester à un niveau de CO<sub>2</sub> acceptable, il faudrait laisser les trois-quarts des matières fossiles dans les sols. Le pic pétrolier arrivera trop tard: on ne peut attendre que la nature nous pousse à devenir écolos.»

En Suisse, le rejet en septembre dernier de l'initiative pour la limitation de la consommation à un

équivalent-planète montre que les écologistes doivent encore convaincre. Le scrutin de novembre sur la sortie du nucléaire à l'horizon 2029 sera une autre occasion d'interroger nos priorités énergétiques.

### **Logiques militaires et idéologiques**

Des priorités qui, rappelle Jean-Baptiste Fressoz, ont en général été modelées pour répondre à des objectifs militaires. Le nucléaire est réputé pour cela. Le charbon a trouvé très tôt les faveurs de la Marine britannique, lui offrant un avantage sur les adversaires à voile. Le pétrole s'est pour sa part beaucoup développé au cours des deux guerres mondiales.

Et après la seconde, l'aviation civile a été soutenue pour rentabiliser les surproductions de carburant et d'aluminium à destination de l'armée. «La logique militaire fait que le choix de la puissance a souvent primé celui de l'efficacité.»

Autre élément structurant des politiques énergétiques: les choix idéologiques. «En 1830, le charbon s'est imposé face à l'hydraulique, qui demandait une organisation collective autour des rivières. Il avait un aspect plus 'individuel': avec une machine à vapeur, le patron est roi en son usine.»

La même logique pousse les Etats-Unis vers le pétrole: son exploitation nécessitant moins de main d'œuvre évite de dépendre des mineurs – et donc de leurs syndicats.

Au passage, les Etats-Unis parviendront à entraîner l'Europe derrière eux: «Le pétrole au début de la guerre froide devient un moyen de lier l'Europe au bloc de l'Ouest. Le plan Marshall a financé la pétrolisation pour marginaliser les syndicats de mineurs proches des partis communistes.» Dès le début du XXe siècle, le pétrole devient d'ailleurs une forme de «liant» anticommuniste, vendu de pair avec le modèle fordiste et l'aspiration à une maison individuelle en périphérie des centres urbains.

### **Une inhibition délétère**

L'histoire du CO2 renvoie au processus de désinhibition face aux conséquences environnementales de notre consommation. Un phénomène qui se produit en deux étapes et remonte à loin.

Il débute dès le XIXe : on passe alors d'une logique de contrôle policier sur la pollution à une logique d'autorisation administrative. L'idée est de stabiliser le capitalisme industriel : une fois l'usine dûment autorisée, aucun risque de voir son droit d'exercice retiré. En échange, les voisins obtiennent des compensations financières pour la pollution qu'ils endurent. «Ce qui veut dire que le principe du pollueur-payeur n'est pas nouveau, on voit qu'il a cours dès cette époque, et qu'il n'a pas empêché les usines de faire des dégâts», commente Jean-Baptiste Fressoz.

La seconde étape de cette désinhibition passe par la médecine: «Depuis les années 1820, les facteurs de risques environnementaux ont été minimisés.» On accordera en revanche une attention grandissante aux conditions sociales.

Jean-Baptiste Fressoz reste pessimiste sur l'avenir. Mais son regard historique offre également des perspectives d'univers parallèles, où l'on n'aurait pas arraché les rails de tramways pour faciliter la circulation des voitures individuelles et où les Etasuniens n'auraient pas été poussés par General Electric à troquer le chauffage solaire contre l'électrique, par exemple. Des idées à réinvestir en priorité sur les émissions de droit de polluer.

- [1](#). «Une histoire politique du CO2. Comment sommes-nous entrés dans l'anthropocène?», jeudi 20 octobre, 18h30, Uni Dufour (Genève)

A lire: Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L'Événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Ed. du Seuil, 2016 (première édition 2013), 336 pp.

Le Courrier